

L'accentuation des tensions entre le Japon et la Corée du Sud

(Réécriture de l'histoire, boycott, affrontements informationnels)

Par Bryan Croenne



**MSIE 35
Ecole de Guerre Economique**

L'histoire de la relation entre ces deux pays est toujours un sujet de conflit, notamment à cause des révisions périodiques de l'histoire nationale de chacun des deux pays. Après la crise des manuels scolaires en 2001¹, ce problème a pris une ampleur inédite. Les deux pays ont décidé de créer un comité conjoint de recherche historique² composé d'experts japonais et coréens, afin de promouvoir une compréhension mutuelle des faits sujets à litige.

Une lecture controversée sur les dépendances culturelles

Mais leur histoire commune continue de faire débat et a profondément marqué l'esprit des populations. Les Coréens sont principalement marqués par la colonisation du Japon de 1905 à 1945 avec son lot d'horreurs (femmes de réconforts (ou esclaves sexuelles), travail forcé, expériences humaines...) et 100 ans de sentiment d'infériorité à l'égard du Japon (depuis la modernisation du Japon jusque dans les années 90 lorsque la Corée du sud accéda complètement à la démocratie).

De leur côté, les Japonais ont une sorte de complexe qui remonte à l'antiquité et qui refait surface ces dernières années. La Corée a apporté la culture (l'art, le bouddhisme, le confucianisme, l'architecture, poterie...) à des populations autochtones peu développées dans les îles qui constituent aujourd'hui la nation japonaise. Les livres d'histoires japonais sont en accord avec le fait que la Corée servit de « pont » culturel entre la Chine et le Japon. Cependant le peuple japonais commence à rejeter certaines parties de ces apports culturels alors que les Coréens semblent vouloir délibérément remettre en lumière ces faits historiques ou en exagérer l'étendu.

En marge de ces débats sur l'influence historique que la Corée aurait pu exercer sur l'émergence d'une société lettrée sur le sol japonais, la polémique a touché les réseaux sociaux. Des invectives sont apparues à propos de l'origine du Somei Yoshino, une fleur de cerisier propre au Japon qui serait originaire de Corée. Le débat a eu une telle résonance que des tests ADN ont été effectués pour déterminer l'origine japonaise. La polémique s'est aussi étendue au domaine des arts martiaux, référence culturelle particulièrement forte dans ces deux pays. La plus grande organisation sud-coréenne, la Korean Kendokai, a revendiqué l'origine du kendo sur son site officiel.

Lors d'une conférence de presse tenue en 2001, l'empereur Akihito a précisé que sa lignée impériale descendait des Coréens, choquant nombre de ses compatriotes. Dans les mythes japonais le trône du chrysanthème remonte à plus de 2600 ans à la déesse du soleil Amaterasu Omikami à l'aube de la création. Ce mythe n'est plus considéré par les Japonais comme un fait historique depuis 1945 lorsque l'empereur Hirohito a été contraint de renoncer à son statut divin par les forces d'occupations américaines. Mais cette déclaration a été difficile à admettre pour les Japonais, d'autant plus que l'agence impériale des ménages affirme toujours que le Japon a la plus ancienne lignée impériale du monde, ininterrompue depuis 125 générations. Le sentiment que le monde voit les Japonais comme les descendants des Coréens (culturellement et génétiquement) est difficilement acceptable pour les descendants de l'empire du Soleil Levant. Les Japonais n'admettent pas que leur culture soit considérée comme une variante de la culture coréenne (et chinoise).

Les relations entre le Japon et la Corée dans une impasse historique

Pour comprendre ce lien très fort entre la Corée et le Japon, il faut remonter au 4^e siècle. A cette époque, le Japon est peuplé de centaines de principautés nommées Wa et la Corée était

¹ Révision de l'histoire dans les manuels scolaires par le Japon.

² A la suite de ces travaux, a été publié un rapport de 1400 pages sur l'histoire des relations entre le Japon et la Corée du Sud, de l'antiquité jusqu'à nos jours.

dominée par les trois royaumes de Baekje (Paekche), Goguryeo (Koguryo) et Silla, avec une quatrième entité moins centralisée, la confédération Gaya (Kaya). Les relations étaient particulièrement étroites entre Gaya et le Japon³.

Les échanges entre les commerçants et les colons de Baekje et de Gaya ont permis différents types de transferts tels que la culture du riz, la poterie, les systèmes de classement sociaux, les codes de loi et de gouvernement, les textes classiques de Confucius et la langue altaïque de l'Asie du Nord-Est. Les moines de Baekje auraient transmis l'écriture chinoise au Japon en 405 et le bouddhisme en 538.

Puis des alliances militaires⁴ entre Baekje et les Japonais se mirent en place afin de conquérir les autres royaumes de Corée. Lorsque le royaume unifié de Silla a pris le contrôle de l'ensemble de la péninsule coréenne à partir de 668, de nombreux Coréens des autres royaumes ont émigrés au Japon, facilitant ainsi la transmission de leurs traditions⁵. Au Xe siècle, la culture de la cour impériale japonaise a commencé à s'émanciper de l'influence chinoise, un système d'écriture propre aux Japonais s'est développé. L'émancipation de l'alphabet chinois par les Coréens se fait lui au XVe siècle.

En 1592, après l'unification du Japon par Oda Nobunaga, le général Toyotomi Hideyoshi décide d'occuper la Corée avec l'intention d'envahir la Chine des Mings. Après sept ans de guerre en Corée, de nombreux hommes ont été tués ou emmenés au Japon. Cette version de l'histoire fait débat, notamment pendant la crise des manuelles scolaires de 2001. Pour les Coréens les motivations de l'invasion n'étaient pas la Chine mais la volonté de canaliser le mécontentement de tous les Japonais exclus du processus d'unification et de réorganisation du pays. En effet la Corée accuse le Japon de l'avoir régulièrement utilisée dans l'histoire (encore aujourd'hui) à des fins politiques internes, comme un ennemi commun pour unifier les Japonais.

Au 19^e siècle, la présence occidentale s'accroît dans la région. La Russie progresse dans le nord et veut faire de l'île Tsushima (japonaise) une base portuaire. De leur côté, les Britanniques renforcent leurs positions après leurs victoires contre la Chine. Lors des guerres de l'opium, la France et les États-Unis attaquent la Corée en 1866 et 1871. Devant cette progression occidentale dans leur périmètre géographique, la Corée de Joseon et l'empire du Japon vont choisir deux politiques différentes : la Corée optera pour une politique isolationniste à l'égard des Occidentaux tandis que le Japon signera le traité de Harris après l'ouverture forcée du Japon par les États-Unis. Ce traité⁶ ouvre les ports de Tokyo et de quatre autres villes japonaises au commerce américain, accorde l'extraterritorialité aux étrangers et la baisse des taxes aux importations. A partir de ce moment, le Japon va subir une très importante avancée technologique et économique.

Convaincu de sa supériorité économique et d'une certaine forme de légitimité historique, le Japon se persuade qu'il a sur la Corée une sorte de droit de préemption naturel. En 1873, le Japon fit parvenir une lettre au roi coréen lui demandant de lui ouvrir ses portes

³ Certains nationalistes affirment que Gaya était une colonie japonaise, cherchant une justification historique à l'annexion de 1905 à partir d'une interprétation du Nihon shogi, un texte du 8^e siècle où il serait écrit qu'entre 369 et 562 une partie de la Corée aurait été une colonie japonaise. Cependant les historiens considèrent que la source n'est pas fiable et qu'à cette époque le Japon n'avait pas les ressources nécessaires pour conquérir un territoire étranger.

⁴ Par exemple en 660, Baekje a fait appel à l'assistance militaire des Wa pour rencontrer une armée combinée des dynasties Silla (Corée) et Tang (Chine).

⁵ Mais la relation entre le Japon et Silla fut maintenue afin d'éviter au Japon de perdre le marché chinois très lucratif.

⁶ Ce traité va complètement déstabiliser l'équilibre des forces dans la région, la Chine des Qing était très affaiblie après les guerres de l'opium et la situation coréenne est beaucoup moins avancée que le Japon.

commerciales. Le refus⁷ de ce dernier fut considéré comme insultant par Tokyo. En 1894, une révolte paysanne locale donna l'occasion aux forces impériales nipponnes de s'emparer de la capitale et d'imposer au roi Gojong un gouvernement pro-japonais. En juillet 1905, les États-Unis de Theodore Roosevelt scellent le sort de la Corée en la troquant contre la reconnaissance par le Japon de leur mainmise sur les Philippines. Le Japon fut alors libre d'imposer aux Coréens un traité de protectorat qui met un terme à leur souveraineté. La radicalisation du pouvoir japonais dans les années trente puis la seconde guerre mondiale renforcèrent le sentiment antijaponais dans la population coréenne⁸. La supériorité soudaine du Japon comparée à ses voisins généra un sentiment de supériorité, dans les écoles militaires où les futurs officiers japonais étaient endoctrinés⁹.

Les différents visages du conflit informationnel

L'histoire est régulièrement ramenée dans le champ de bataille informationnel. La Corée du Sud accuse principalement le Japon de vouloir oublier son passé expansionniste belliqueux et d'orienter l'histoire en sa faveur¹⁰. Certains partisans de l'empire du Soleil Levant essayent de jouer sur les incertitudes de l'histoire pour mettre en avant une hypothétique présence japonaise sur le sol coréen et donc de justifier certaines actions.

Les Japonais accusent la Corée du sud de toujours se mettre en position de victime sur la scène internationale et de jouer sur l'émotion de son peuple à des fins politiques internes et externes. En effet le peuple sud-coréen a le sentiment que les crimes du passé¹¹ n'ont pas été complètement reconnus et réparés, une carte régulièrement utilisée lors de guerres d'informations.

Les conflits informationnels sont au cœur des soft power coréen¹² ou japonais¹³. Les affrontements portent aussi sur des symboles. Séoul et Tokyo cherchent à s'approprier l'origine du saké ou du sushi.

Au cours des dernières décennies, les tensions s'étaient estompées à la suite de plusieurs initiatives prises par les autorités japonaises. Ce fut le cas en 1965 à la suite du entre les deux pays. Le Japon accorda une aide économique de 500 millions de dollars concédée à la Corée du sud pour réparation de guerre. Mais la portée de ce geste fut limitée. Une partie de la population sud-coréenne estima que cette somme n'a pas été reversée aux victimes. Elle dénonça le fait que cette aide économique nipponne a profité en priorité au gouvernement¹⁴ ainsi qu'aux conglomérats industriels et financiers (les chaebols) créés par la dictature de Park Chung Hee. Puis vinrent les excuses officielles de Tokyo :

- En 1984, l'empereur Hirohito et le Premier ministre Nakasone exprimèrent « pour la première fois, des excuses officielles au plus haut niveau ».

⁷ Les Coréens expliquèrent que ce refus était dû à la tournure de la lettre exprimant la supériorité de l'empereur Japonais, notamment en utilisant le mot « kugwang 國王 ».

⁸ Les troupes d'occupation nipponnes se livrèrent à un certain nombre d'exactions prostitution forcée de nombreuses femmes sud-coréennes au profit de la soldatesque japonaise, travail forcé, interdiction de parler coréen, changement de nom pour correspondre aux standards japonais.

⁹ Les tenants de cette idéologie nationaliste propageaient l'idée que les Chinois et les Coréens en sous-hommes et n'hésitait pas faire croire aux citoyens japonais que les Coréens étaient des barbares cannibales.

¹⁰ Notamment en se réappropriant des origines ou des territoires coréens (comme les îles de la discorde) ou en mettant en avant l'impact positif de la colonisation (infrastructures, technologies...).

¹¹ Pourtant il y a bien eu le procès de Tokyo condamnant des dirigeants à la peine de mort mais l'empereur ainsi que les membres de l'unité de recherche bactériologique 731 qui ont effectués des expériences humaines n'ont pas été condamnés, les États-Unis étaient intéressés par leurs recherches.

¹² La Kpop ou les séries kdrama.

¹³ Les mangas, les jeux vidéo et la Jpop.

¹⁴ La Corée du Sud était à l'époque une dictature.

- En 1992, Kato Koichi reconnut la responsabilité du Japon sur la question des femmes de réconfort.
- En 2015 par le Premier Ministre japonais, Shinzo Abe, s'est excusé auprès de toutes les femmes qui ont subi ce traitement et a accepté de verser 1 milliard de yens (7,5 millions d'euros) de dédommagement aux quarante-six « femmes de réconfort » sud-coréennes encore en vie et en créant une « Fondation Réconciliation et Guérison » destinée à leurs apporter une aide psychologique.

Cet accord avait été qualifié à l'époque de « définitif et irréversible » par les deux pays. Mais le chef du gouvernement sud-coréen, Moon, annula cet accord signé par le précédent gouvernement. Cette annulation était une promesse électorale de Moon élu en 2017, l'accord étant considéré comme ayant été négocié sans concertation avec les victimes.

La remise en question de la politique de réconciliation

L'arrêt pris par la cour suprême sud-coréenne en 2018¹⁵ et qui relance l'ensemble de la polémique fut dénoncé par le Premier ministre Japonais Shinzo Abe comme une entorse au droit international, ajoutant que le problème avait été réglé par le traité de 1965. Il s'agissait selon lui d'une volonté délibérée du gouvernement sud-coréen d'envenimer leurs relations afin de conforter sa position dans d'autres négociations¹⁶. Le gouvernement sud-coréen réfuta cet argument en s'abritant derrière le principe de la séparation des pouvoirs et en soulignant son impossibilité d'intervenir dans des décisions de justice.

Ce camouflet de Séoul à l'égard de Tokyo déclencha toute une série de mesures de rétorsion de la part du Japon à l'encontre de la Corée du Sud :

- Le 1^{er} juillet 2019, le Japon déclara qu'il restreindrait les exportations de produits chimiques en accusant les Sud-Coréens d'avoir vendu des produits japonais stratégiques à des pays interdits comme la Corée du nord et l'Iran. Le gouvernement sud-coréen protesta en affirmant que c'était la réponse du Japon à la condamnation de la cour suprême sud-coréenne, ce qui fut aussitôt réfuté par le Japon.
- Le 2 août 2019 le Japon supprima la Corée du sud de la liste de confiance notamment sur des produits chimiques utilisés lors de la fabrication de puces électroniques et d'écrans digitaux au risque de déstabiliser le marché mondial de la technologie.
- Le 12 août, la Corée du Sud a annoncé qu'elle retirait Tokyo de sa liste de partenaires commerciaux dignes de confiance. S'ensuit alors une vague d'appelle au boycott des produits japonais sur les réseaux sociaux ainsi que dans les rues, déstabilisant ainsi l'économie japonaise. Puis le conflit monta d'un cran lorsque la Corée du sud émit le vœu de quitter l'accord de partage d'information militaire entre les deux pays, le GSOMIA, menace qui ne fut pas mise à exécution.
- Enfin le 11 septembre 2019, la Corée déposa une plainte à l'Organisation Mondiale du Commerce contre les restrictions du Japon et fit saisir les actifs de l'entreprise japonaise incriminée précédemment.

L'impact des mesures à connotation « nationalistes » sur les marchés

La riposte commerciale du Japon a eu un impact direct et important sur la chaîne d'approvisionnement des entreprises technologiques, car pour se fournir les entreprises

¹⁵ Il condamnait l'entreprise Nippon Steel & Sumitomo Metal à verser un dédommagement de 100 millions de wons pour chaque victime de travail forcé exercé par cette même entreprise lors de la seconde guerre mondiale.

¹⁶ Revue politique et parlementaire - [Le Japon et la Corée du Sud : De la poursuite infernale à règlement de comptes.](#)

devaient faire désormais une demande de licence, procédure qui prend 90 jours et donc affectait directement la *supply chain*¹⁷. Les entreprises coréennes directement impactés ont été Samsung, LG et SK Hynix, parmi les plus importantes du pays.

A ce moment précis de la confrontation, il s'agit d'une action forte de la part des Japonais car ils ont le monopole sur ces produits clefs. [La Corée importe](#) 91,9% de sa résine photosensible, 43,9% de son fluorure d'hydrogène et 93,7% de ses polyamides fluorés du Japon. De plus les semi-conducteurs (NAND et DRAM) représentent 19% des exports sud-coréens.

La décision du Japon déstabilise l'ensemble du marché de la technologie et met à mal d'autres pays comme la Chine, les États-Unis ou en Europe. Les entreprises coréennes représentent 66% de la production mondiale des mémoires intégrées utilisées dans les ordinateurs, smartphones et voitures avec des clients comme Apple et Huawei et 96% de la production mondiale des écrans LED et OLED utilisés pour les smartphones, ordinateurs et télévisions. C'est toute la chaîne de d'approvisionnement mondiale qui est impactée par cette décision¹⁸. Cette décision privait les entreprises japonaises de l'accès au marché sud-coréen qui représente 33 millions de dollars par mois, sans compter l'expansion éventuelle de ses concurrents grâce à l'ouverture du marché coréen à d'autres entreprises et donc d'éventuelles pertes de marchés futurs.

A la suite de cette décision, une vague d'appelle au boycott des produits japonais s'est propagé en Corée du sud. Le boycott n'est pas nouveau en Corée mais contrairement au passé, où il était dirigé par certaines organisations, les citoyens sud-coréens y participaient désormais volontairement via les réseaux sociaux. La vague d'appelle au boycott¹⁹ jouant sur l'émotion des Coréens prit une telle ampleur que les restaurateurs avaient des réticences à vendre de la nourriture japonaise de peur que les consommateurs prennent des photos et les partages sur les réseaux sociaux. La marque de vêtement UNIQLO a perdu 70% de ses ventes en Corée du sud. Idem pour la bière japonaise qui a perdu 99,9% de ventes passant de la 1^{ère} à la 28^e place et la vente de véhicules nippons a aussi été très touchée. Enfin le tourisme au Japon a chuté de 48% au mois d'août 2019, mettant à mal les commerces associés ainsi que l'objectif du Japon de devenir « une centrale touristique » avant les Jeux Olympiques.

D'un autre côté, le boycott a fait de la place aux entreprises sud-coréennes. A titre d'exemple, l'entreprise *SBS Onair Sports* a augmenté ses ventes de 600% en septembre et l'entreprise *Cool Tech* dans le fonctionnel a augmenté son chiffre d'affaires de manière significative

Les enjeux cachés du conflit informationnel entre les deux pays

Selon le gouvernement japonais, la décision de la cour suprême coréenne aurait une autre motivation, celle de faire pression sur des négociations en cours²⁰. En effet, deux importantes négociations avaient lieu à cette époque : le partenariat entre NEC (japonais) et Samsung (coréen) pour le déploiement de la 5G et les accords de libre-échanges trilatéraux entre le Japon, la Chine et la Corée.

Le partenariat pour le déploiement de la 5G est très important pour les deux pays, car le premier pays à déployer la 5G imposera son image de précurseur en haute technologie dans

¹⁷ Les produits concernés étaient les polyamides fluorés utilisés pour la fabrication d'écrans digitaux LED et de dernières générations OLED, la résine photosensible et le fluorure d'hydrogène utilisés pour la fabrication de processeurs intégrés (DRAM) et de mémoires intégrées (NAND), installés dans tous systèmes informatiques, téléphones et télécoms.

¹⁸ Cela qui ne manquera pas les autres pays de regarder d'un mauvais œil la décision japonaise et d'aider les Coréens soit financièrement via un investissement américain de 28 millions de dollars dans la construction d'entreprises chimiques ou en les fournissant directement comme la Chine, la Taiwan ou la Belgique.

¹⁹ Un site internet « Nono Japan » ainsi qu'une application téléphone ont même été créés pour répertorier les produits Japonais à boycotter, ils en avaient répertorié 281.

²⁰ [Nemrod - Point de situation sur les tensions entre le Japon et la Corée du Sud](#)

le monde. Le Japon qui cherche à faire renaître son image de fer de lance en électronique souhaiterait lancer la 5G avant les jeux olympiques de 2020. Quant à la Corée, étoile montante dans la haute technologie depuis plusieurs décennies, son objectif est d'affirmer et de positionner son image de paradis de la haute technologie en concurrence avec la Silicon Valley. NEC est l'une des plus importantes entreprises au Japon et les revenus de Samsung représentent environ 20 % du PIB de la Corée du sud. De plus, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine avec un Huawei bashing initié par Donald Trump et des Européens ouvre un marché gigantesque.

En octobre 2020, Samsung remporte un contrat colossal aux États-Unis de 6,6 milliards de dollars pour déployer le réseau 5G de Verizon qui couvre 97% du territoire américain. Cela représente 3,4% de son chiffre d'affaire mondial de 2019 et constitue "un contrat stratégique à long terme". En juin 2020 le Royaume-Uni annonçait être en négociation avec NEC et Samsung pour le déploiement de la 5G sur son sol.

La deuxième négociation en cours est l'accord de libre-échange trilatéral entre la Chine, le Japon et la Corée du sud qui débuta en 2012. Récemment, les négociations se sont accélérées depuis l'accentuation de la guerre économique qui fait rage entre les États-Unis et la Chine. En effet cette guerre a intensifié le besoin de la Chine de s'entendre avec ses voisins et de créer un « bloc asiatique » tout comme le Japon et la Corée du sud qui sentent le rentrait de leurs alliés américains sous une administration Trump plus empreint au protectionnisme. Ce traité n'est pas anodin, le PIB du bloc Chine, Japon, Corée du sud serait de 23,96% du PIB mondial, c'est équivalent au PIB des États-Unis d'Amérique (24,4%). Réunies, ces forces créeront un effet de synergie plus important qu'en Europe. De plus, leurs économies sont déjà très liées et interdépendantes, chaque pays étant dans le top cinq de leurs plus grands pays commerciaux respectifs.

Les stratégies liées aux accords commerciaux

Cependant comme dans chaque négociation, chaque partie défend ses intérêts. Ainsi pour comprendre le lien entre le conflit informationnel nippon-coréen du sud et cet accord il faut d'abord analyser leurs stratégies respectives, en commençant par préciser celle de la Chine qui est leur problème commun.

La Chine a toujours utilisé les Accords de Libre-Echange (ALE) avec deux objectifs :

- L'un axé sur l'offre et la demande de ressources avec des pays en développement.
- L'autre à des fins politiques, d'expulsion ou d'hégémonie.

Cependant la guerre économique avec les États-Unis leur fait de l'ombre aux ambitions de Pékin. Pour éviter d'être isolée par les États-Unis dans le commerce international, la Chine doit promouvoir activement la libéralisation des échanges et la mondialisation, s'intégrer plus profondément dans les marchés internationaux et forger des liens économiques plus étroits avec davantage de pays. Elle souhaite pour cela faire un accord de libre-échange avec la Corée et le Japon dans l'objectif d'intégrer le [PTPGP*](#) (Partenariat transpacifique global et progressiste dont le Japon a pris la tête en 2018) lui ouvrant un marché pacifique majeur, mais aussi le [RCEP*](#) (Partenariat économique régional global) pour l'Asie du sud, de l'est et l'Océanie.

Mais l'ambition de la Chine va au-delà de la recherche de marchés, pour son projet BRI (Belt and Road Initiative²¹), elle a besoin d'un processus d'intégration régionale, d'une politique visant à sécuriser l'approvisionnement en ressources et en énergie, mais surtout d'une stabilité de son emprise politique et économique dans les zones maritimes indo-chinoises.

²¹ Nouvelle route de la soie.

C'est pourquoi pour mener à bien son projet elle a besoin du [RCEP*](#), cet immense accord de libre-échange contenant l'ASEAN, La Corée du Sud, le Japon mais aussi l'Inde.

Sans la Corée et le Japon, la Chine aura beaucoup de difficultés à convaincre les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est d'intégrer une zone de libre-échange commune. Certains pays font effectivement de la résistance. En 2016, la Thaïlande a bloqué le financement chinois d'une ligne de chemin de fer. Il y a aussi des conflits territoriaux avec les Philippines et l'Inde qui émet beaucoup de réserve à intégrer le [RCEP](#) à cause de la Chine.

Le Japon quant à lui prit tardivement la voie des ALE car les accords que cherchent à négocier les Japonais favorables à cette stratégie sont régulièrement freinés par la tendance protectionniste du lobby agricole qui est encore puissant au sein de son gouvernement.

Si Tokyo a récemment pris la tête du [PTPGP](#), l'accord a perdu de l'importance depuis le départ des États-Unis. Le Japon n'a aucun ALE avec la Chine, la Corée du Sud (principales puissances économiques de la région) et les États-Unis (avant 2019). Il a donc un important intérêt économique à se rapprocher à la fois de la Corée du sud et de la Chine, des économies fortes avec qui il a énormément d'échanges commerciaux. De plus, sentant la montée de l'influence de la Chine au sein de l'ASEAN, le [RCEP](#) est un moyen pour lui de contrer l'hégémonie chinoise en Asie de sud-est. Enfin pour éviter un déséquilibre, la puissance économique de la Chine étant plus importante, le Japon essaie de ne pas tenter un accord de libre-échange unique avec la Chine, c'est pourquoi il a besoin de la Corée du sud dans l'accord trilatéral et de l'Inde au sein du [RCEP](#).

Des projets commerciaux potentiellement antagoniques

Mais tout comme la Chine, le Japon a un grand projet stratégique, « l'IndoPacifique libre et ouvert » dont l'objectif est de développer un ordre maritime en tant que « bien public international », apportant stabilité et prospérité à tous les pays et garantissant la paix et la prospérité de la région dans son ensemble. Cette « Route de la soie à la japonaise » s'étendra du continent africain jusqu'au continent américain en passant par les océans indien et pacifique avec comme centre névralgique, le Japon.

La stratégie du « Win to Win » chinoise s'oppose donc à celle du Japon car ces deux pays ont un objectif semblable de connexion de ces zones. La différence se fera par le pays qui en aura le contrôle.

Dans le réseau d'ALE, l'influence de la Corée du Sud est plus élevée que celle de la Chine et du Japon. En effet, l'objectif des ALE pour la Corée est plus économique, une opportunité d'ouverture de marché dont les cibles sont les consommateurs finaux. La stratégie de Séoul dans les accords²² est de devenir un « Hub », c'est-à-dire de devenir un pays majeur du réseau des accords de libres échanges. Ses principales cibles étaient soit des puissances économiques fortes, soit les principaux pivots économiques (ou politiques) des continents asiatique, européen et américain (sud et nord). Elle est donc considérée comme le centre des négociations de l'accord trilatéral. Moon a effectivement noté les synergies potentielles entre « l'initiative de la ceinture et de la route » Chinoise, « l'indopacifique libre et ouvert » du Japon et les « nouvelles politiques du sud et du nord » de la Corée du Sud en ce qu'elles « relient toutes les régions continentales et maritimes ». Cela lui procure un poids non négligeable lors des négociations. De plus les relations sino-japonaises sont toutes aussi conflictuelles que celles de la Corée du sud et du Japon, ramener donc à la table des négociations les méfaits historiques du Japon, dont la Chine a aussi été victime, ne peut qu'être l'avantage de Séoul dans les négociations Chine-Japon-Corée du sud.

²² La Corée du Sud a signé des ALE avec 52 pays. Elle est le seul pays d'Asie à en avoir signé avec l'ensemble des plus grandes économies tel que l'Union Européenne, les États-Unis, la Chine et l'Inde.

L'ombre américaine

Comme le disent parfois les Coréens, il y a toujours un grand pays qui se met entre la Corée du Sud et ses voisins (probablement un mauvais souvenir de 1905). En effet cet accord trilatéral ne fait pas que des heureux dans le monde, Washington en pleine guerre économique avec Pékin voit deux de ses plus puissants alliés dans la région se rapprochent fortement de la Chine. En 2017, l'ancien président Trump a menacé de quitter KORUS²³, ce qui serait une catastrophe pour la Corée du sud ainsi que pour sa stratégie du « hub ». En novembre 2019, les États-Unis ont demandé à Tokyo et à Séoul, une augmentation de leur soutien financier pour leurs bases militaires à hauteur de 500%.

Les pressions côté chinois ne sont pas non plus négligeables. Lorsque le système américain THAAD²⁴ (Terminal High Altitude Area Defense) a été installé sur le sol sud-coréen en direction de la Corée du nord (et donc de la Chine), la Chine a fait pression en utilisant la stratégie du « doghouse diplomacy » pendant seize mois, en faisant pression sur les entreprises coréennes. Si la Chine n'aime pas ce que vous faites, elle vous intimide. Si vous refusez toujours de changer de direction, elle vous punit de manière appropriée en prétendant que c'est normal et en espérant que vous soyez revenu à de meilleurs sentiments une fois la sanction passée. Concernant la Corée du sud, Pékin a interdit temporairement toute forme de tourisme chinois et a stoppé les importations de véhicules sud-coréens, ce qui a fait perdre 64% de ventes des véhicules Hyundai. A la suite de ces mesures chinoises, la Corée du sud a fait le choix de ne pas choisir, le gouvernement a demandé une analyse toujours en cours sur l'impact environnemental du système THAAD, laissant son développement en suspens.

De plus Chung Jae-ho, chercheur chinois à l'Université nationale de Séoul, a déclaré : « les États-Unis et la Chine viennent dans des pays d'Asie de l'Est et d'ailleurs, posant la même question d'exclusivité : 'Êtes-vous avec nous ou contre nous ?' ».

Et le secrétaire américain à la Défense, Mark Esper qui s'est rendu dans la région indopacifique a indiqué au Pentagone que « le but du voyage était de discuter "des défis communs, y compris la militarisation de la mer de Chine méridionale et l'activité économique prédatrice de la Chine" ».

Choisir entre la Chine et les États-Unis est un choix cornélien²⁵ pour la Corée du sud. C'est choisir entre l'économie et la sécurité comme l'explique l'ancien président sud-coréen Lee Myung-bak : « Nous sommes partagés entre notre fidélité à l'alliance et nos chances de maintenir le style de vie dont nous jouissons. ». Cet accord trilatéral semble mettre le Japon et la Corée du sud dans une position difficile. Il semblerait donc que ce conflit entre le Japon et la Corée qui ralentit fortement les négociations soit aussi un bon moyen de ne pas choisir (comme la Corée du sud avec le THAAD).

Dans l'état actuel du rapport de force, La Corée du Sud a su tirer profit de sa position de faiblesse initiale à l'égard du Japon. Pour donner suite aux restrictions imposées par Tokyo, Séoul a décidé de réduire la dépendance vis-à-vis du Japon sur ses produits chimiques stratégiques. C'est notamment grâce à l'investissement opéré par l'entreprise américaine Dupont d'un montant de 28 millions de dollars dans des entreprises chimiques en Corée du sud, ainsi que par une meilleure diversité dans le choix de ses fournisseurs en Chine ou en Belgique. Le conflit informationnel ne l'a pas non plus empêché d'être le premier pays au

²³ L'accord de libre-échange entre la Corée du sud et les États-Unis. **Washington post** : [Trump veut sortir du Korus](#).

²⁴ Système de protection antimissile.

²⁵ **The Atlantic** - [How to Choose Between the U.S. and China?](#) It's Not That Easy.

monde à avoir déployé la 5G et de remporter d'énormes contrats à l'international, notamment aux États-Unis et en Chine (SK Hynix et Samsung sont fournisseurs de Huawei).

Notes complémentaires

- **Sigles**

PTPGP (Partenariat transpacifique global et progressiste) :

Pays : Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Viêt Nam.

RCEP (Partenariat économique régional global) – en négociation :

Il inclut les 10 pays membres de l'ASEAN, à savoir : la Birmanie, le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam ; ainsi que 6 autres pays qui possèdent déjà un accord de libre-échange bilatéral avec l'ASEAN, à savoir : l'Australie, la Chine, l'Inde (qui souhaite se retirer), le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande

- **Différends historiques et culturels**

La croix - [Shinzo Abe pousse les feux](#) pour réformer la Constitution pacifiste japonaise

Classe internationale : [Tensions entre le Japon et la Corée du Sud](#) : aux origines de la discorde.

Ancient History Encyclopedia - [Ancient Korean & Japanese Relations](#).

Open edition - [La controverse des manuels d'histoire](#) au Japon et en Corée du Sud.

Journal du Japon - [Les îles de la discorde](#) : le Japon en conflit ouvert avec trois de ses voisins.

JusticeInfo.net – [Pourquoi la guerre des mémoires s’embrase entre Seoul et Tokyo ?](#)

L'histoire en rafale - Corée du Sud : [un dédommagement du travail forcé](#) au Japon reconnu par la justice.

Quartz : [Please stop saying the Japanese](#) are descended from Koreans.

The guardian - [The emperor's new](#) roots.

CNRS journal - [l'époque des zoos](#) humains.

Business journal.jp

[トンデモすぎる韓国人の常識！「日本文化はすべて韓国が与えた」「日本は劣等国」](#) (Toute la culture japonaise a été donnée par la Corée du Sud "Le Japon est un pays inférieur")

- **Impacts économiques**

Observatory of Economic Complexity - [Korea](#).

KITA : [Korea International Trade Association](#)

United states international trade commission - [Office of Industries Working Paper ID-062](#)
The South Korea-Japan Trade Dispute in Context.

CNN Business.

F2N -L'iphone 11 pourrait -encore et toujours- faire face à [une pénurie d'écran OLED](#).

CNBC : The [escalating dispute between Tokyo and Seoul](#) is already affecting businesses.

[머니투데이 - \[MT리포트-下\] 노재팬 100일..."국산화에 자신감", "불매운동은 계속](#)
(100 jours de boycott – résultats).

The diplomat - [Parsing the Economic Damage](#) From the Japan-South Korea Dispute.

L'express - [Le Japon et la Corée du Sud](#) s'infligent des sanctions commerciales réciproques.

Accords bilatéraux et stratégies :

Bilateral.org :

<https://www.bilaterals.org/?-Korea->

[#:~:text=So%20far%2C%20South%20Korea%20has,and%2C%20technically%20speaking%2C%20Japan.](#)

<https://www.bilaterals.org/?-Japan-ASEAN->

<https://www.bilaterals.org/?-Korea-ASEAN->

<https://www.bilaterals.org/?-rcep->

China FTA Network.

Global Time - [La Chine, le Japon et la Corée du Sud](#) renforcent leurs relations lors d'un sommet trilatéral

Asia times - [Le libre-échange insaisissable pour la Chine](#), le Japon et la Corée du Sud.

Bangkok Post - [Time for Japan and S Korea](#) to end spat.

These : [한·중·일 FTA 전략적 대응방안과 한계점에 관한 연구](#)

(Une étude sur les contre-mesures stratégiques et les limites de l'ALE Corée-Chine-Japon)

Asie21 - [Stratégie indo-pacifique](#) libre et ouverte ;

cairn.info - [La stratégie chinoise](#) du « collier de perles ».

L'express - [Asie-Pacifique](#) : vers un gigantesque accord de libre-échange en 2020... mais sans l'Inde.

The diplomat - [Le choix douloureux](#) du Japon sur RCEP.

Gouv.fr - [agriculture japon](#).

CGTN - [China, Japan should upgrade](#) their bilateral investment agreement.

The diplomat: [A Cost-Sharing Conundrum](#) for South Korea and Japan.

Carnegie endowment for international peace : [La Corée du sud est prise](#) entre la Chine et les États-Unis.

kommersant - [Три державы сплотились вокруг Корейского полуострова](#)
(Trois puissances rassemblées autour de la péninsule coréenne)

South China Morning Post : [China wins its war against South Korea's US THAAD](#) missile shield – without firing a shot

Business Wire - [NEC et Samsung annoncent](#) un accord de partenariat sur le 5G.

Capital.fr – [Samsung remporte un contrat colossal dans la 5G](#) aux États-Unis.

My French City – [Les 4 principaux opérateurs](#) téléphoniques aux États-Unis.

Clubic - [5G : le Royaume-Uni discute](#) avec des équipementiers japonais et sud-coréen pour remplacer Huawei.

Nikkei Asia - [Dupont to invest \\$28m](#) in South Korea to make key chip materials.